



## **Décision n°101/2022**

**Objet : Mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la zone d'activités de la vallée de l'Aunelle vers la commune de Jenlain**

### **SARL QUALIVIA INGÉNIERIE**

Le président de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations du conseil communautaire en date des 13 juillet 2020, 24 mars 2021 et 30 juin 2021 par lesquelles celui-ci m'a autorisé à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu l'estimation des besoins établie par les services de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

## **DECIDE**

**Article 1 :** La Communauté de communes du Pays de Mormal, représentée par son Président, décide de conclure un marché de prestation intellectuelle pour une mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la zone d'activités de la vallée de l'Aunelle vers la commune de Jenlain avec le cabinet QUALIVIA INGÉNIERIE, 72 rue Gutenberg, 59800 LILLE selon les conditions suivantes :

Les prix du marché sont les suivants :

- Tranche ferme : 38 400.00 € HT, soit 46 080.00 € TTC.

En cas d'affermissement, les tranches optionnelles sont :

- TO1 (Élaboration et suivi d'une étude d'impact) : 50.00 € HT, soit 60.00 € TTC,
- TO2 (Constitution et suivi d'un dossier loi sur l'eau) : 1 500.00 € HT, soit 1 800.00 € TTC.

**Article 2 :** Le marché prendra effet le jour de sa notification et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux.

Les tranches optionnelles prendront effet à la date fixée dans l'ordre de service ayant pour objet leur affermissement.

**Article 3 :** La présente décision sera communiquée au Conseil Communautaire lors de la prochaine séance et affichée en l'hôtel communautaire.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois suivant sa publication. Elle peut dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur Le Président de la CCPM. Au terme d'un délai de deux mois, à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CCPM vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet de la présente décision.

**Article 5 :** Ampliation de la présente décision sera transmise à madame la sous-préfète d'Avesnes sur Helpe et au Comptable du trésor

Le Président certifie :

- La conformité de la présente ampliation,
- Le caractère exécutoire de cet acte publié le
- Transmis le
- Qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois.

02 NOV 2022 6/10/2022

02 NOV. 2022

Guislain CAMBIER

